



Trudeau réitère l'appui du Canada à l'agression israélienne

Par [Roger Jordan](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Mondialisation.ca, 03 janvier 2020

WSWS.org

Le premier ministre Justin Trudeau a réitéré l'appui sans réserve du Canada à Israël et à l'État sioniste qui continue de déposséder et d'opprimer le peuple palestinien.

Il l'a fait plus tôt ce mois-ci, après que son gouvernement ait été critiqué par les conservateurs et des sections de son propre Parti libéral pour le vote du Canada, le mois dernier, en faveur d'une résolution non contraignante des Nations Unies qui appuyait une solution à «deux États» au conflit israélo-palestinien.

Depuis une décennie et demie, soit depuis l'époque du gouvernement libéral de Paul Martin, le Canada vote systématiquement avec les États-Unis, Israël et une poignée de petits États insulaires du Pacifique, qui dépendent de l'aide américaine, contre toute résolution des Nations Unies critique d'Israël.

Mais en novembre, il a rompu avec cette pratique dans ce que les représentants du gouvernement libéral et Trudeau personnellement ont décrit comme un geste unique, destiné à distancer le Canada d'une autre annonce provocatrice de Washington qui encourage Israël à annexer officiellement la Cisjordanie. Le 18 novembre, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a déclaré que Washington ne considère plus les colonies israéliennes construites illégalement en Cisjordanie occupée comme une violation du droit international.

Le gouvernement libéral a insisté sur le fait que le vote du Canada en faveur de la motion de l'ONU sur le «Droit du peuple palestinien à l'autodétermination» ne représente aucunement un affaiblissement du soutien indéfectible d'Ottawa à Israël. Il voulait simplement indiquer qu'Ottawa demeure officiellement engagé dans une solution à deux États, dans des conditions où l'administration Trump a pratiquement cessé de lui accorder un appui même de pure forme.

La résolution fait référence à Jérusalem-Est, qui a été illégalement saisie par Israël à la suite de la guerre des Six Jours de 1967, et à la Cisjordanie. Elle fait également référence à une décision de 2004 de la Cour internationale de justice qui a critiqué l'énorme barrière de sécurité ou mur d'Israël comme obstacle à la création d'un État palestinien. Cette résolution est votée chaque année à l'ONU depuis plus de dix ans, en même temps que d'autres résolutions critiquant les violations du droit international par Israël, et a régulièrement obtenu de larges majorités. Lors de tous les autres votes du mois dernier, le Canada a continué de se ranger du côté d'Israël et des États-Unis.

Dans ses commentaires aux parlementaires et aux membres d'organisations juives canadiennes qui assistaient à une cérémonie sur la Colline du Parlement le 9 décembre pour marquer l'approche de Hanoukka, Trudeau a souligné le soutien ferme d'Ottawa à l'égard d'Israël.

Faisant référence aux critiques du récent vote du Canada à l'ONU, Trudeau a dit: «Je comprends que beaucoup d'entre vous ont été alarmés par cette décision. Le gouvernement a jugé important de réitérer son engagement à l'égard d'une solution à deux États pour deux peuples, à un moment où ses perspectives semblent de plus en plus menacées.

«Mais je tiens à être très clair... le Canada demeure un partisan inébranlable d'Israël, et le Canada défendra toujours le droit d'Israël de vivre en sécurité.»

Conformément à ce qui est devenu de plus en plus une pratique courante au sein de l'establishment politique canadien, Trudeau a poursuivi en qualifiant d'«antisémite» une récente manifestation à l'Université York de Toronto contre une réunion destinée à blanchir les crimes d'Israël et, en particulier, des Forces de défense israélienne. Ce faisant, le premier ministre du Canada a délibérément assimilé l'opposition à l'État d'Israël à l'animosité violente dirigée contre les Juifs.

L'appui indéfectible d'Ottawa à Israël, tant sous les gouvernements libéraux que conservateurs, est un élément important de la présence croissante de l'impérialisme canadien dans le Moyen-Orient, une région riche en pétrole: une politique qu'il tente de justifier en faisant référence aux «droits de la personne» et au «droit international», alors même que lui et ses alliés les bafouent.

Le Canada a participé à pratiquement toutes les guerres menées par les États-Unis au Moyen-Orient et en Asie centrale au cours des trois dernières décennies. Cela comprend la guerre en Afghanistan, où le personnel des Forces armées canadiennes a été déployé pendant plus d'une décennie, à partir de 2001; la guerre de «changement de régime» de l'OTAN en Libye en 2011; et le conflit en cours en Syrie et en Irak depuis 2014. Les industries militaires et du renseignement du Canada entretiennent des liens étroits avec Israël et l'Arabie saoudite, ce qui ajoute une autre couche de complicité canadienne dans l'agression continue d'Israël contre les Palestiniens, le Liban, la Syrie et l'Iran, et dans la guerre désastreuse de la monarchie saoudienne contre le Yémen. À la suite de son entente avec Riyad pour la fourniture de véhicules blindés légers d'une valeur de 15 milliards de dollars, le Canada est maintenant l'un des plus importants exportateurs d'armes au Moyen-Orient.

La décision du gouvernement Trudeau de voter une seule fois, sans signification, à l'ONU en faveur de «l'autodétermination de la Palestine» ne change rien au fait qu'à part les États-Unis, le Canada a un dossier inégalé parmi les États occidentaux pour ce qui est de l'appui aux crimes de guerre israéliens et à l'occupation illégale de la terre palestinienne. Du bombardement du Liban par le régime sioniste en 2006 au massacre de plus de 2000 Palestiniens dans la prison à ciel ouvert qu'est la Bande de Gaza en 2014, les gouvernements canadiens successifs ont donné à Israël un chèque en blanc pour qu'il puisse faire ce qu'il veut. Trudeau, qui était chef du Parti libéral au moment de la guerre de 2014, a décrit le massacre aveugle de civils, y compris de femmes et d'enfants, par l'armée israélienne comme de la «légitime défense».

Lorsque le président américain Donald Trump a reconnu de façon provocante Jérusalem

comme capitale d'Israël en décembre 2017, mettant ainsi fin à tout soutien à la solution de deux États, le Canada s'est distingué comme le seul État du G-7 à refuser de critiquer Washington. L'effort actuel d'Ottawa pour se faire passer pour un partisan engagé d'une solution à deux États négociée à l'échelle internationale est rendu encore plus absurde par l'opposition répétée du Canada aux résolutions de l'ONU demandant à Israël de respecter les Conventions de Genève pour les prisonniers palestiniens, de respecter le statut international de Jérusalem et d'accorder aux Palestiniens le contrôle des terres selon les frontières internationalement reconnues d'avant 1967 dans la région.

Au pays, l'élite dirigeante canadienne souligne son appui à un Israël dirigé par le sioniste d'extrême droite et proche allié de Trump Benjamin Netanyahu en recourant de plus en plus à la calomnie d'«antisémitisme» toute critique des actions d'Israël.

En dénonçant la manifestation de l'Université York, Trudeau a fait cause commune avec des gens comme le chef du Parti conservateur fédéral Andrew Scheer, le premier ministre populiste de droite de l'Ontario Doug Ford et le *Toronto Sun*, un journal de droite. Ford, qui au nom de la «liberté d'expression» a menacé de pénaliser les universités qui n'offrent pas de plateforme aux idéologues d'extrême droite, a critiqué sévèrement la manifestation qui s'opposait à la réunion pro-israélienne en disant qu'elle était «raciste» et «haineuse».

En réalité, la réunion de York était une provocation. Intitulée «Réservistes en service: écoutez les anciens soldats des Forces de défense israéliennes», elle a été animée par d'anciens membres des FDI et a été suivie et «défendue» par des membres de la Ligue de défense juive, une organisation d'extrême droite que même le FBI a qualifiée d'organisation «terroriste».

Dans son reportage sur l'événement, le *Canadian Jewish News* a cité des étudiants juifs qui appuyaient la réunion, mais qui se sentaient gênés et mal à l'aise face au comportement des organisateurs de l'événement, qui, selon eux, semblait vouloir provoquer de violentes altercations avec ceux qui protestaient contre le traitement des Palestiniens par Israël et la présence sur le campus de personnel militaire israélien.

L'élite dirigeante canadienne se sert d'accusations bidons d'antisémitisme pour délégitimer, et potentiellement criminaliser, les critiques d'Israël, ainsi que l'opposition de gauche au militarisme et à la guerre. Cela est conforme à l'évolution de la situation internationale, comme en témoigne la campagne concertée de l'establishment britannique visant à salir le chef du Parti travailliste Jeremy Corbyn et ses partisans en les accusant d'antisémitisme.

En 2016, la Chambre des communes du Canada a adopté une résolution condamnant à une large majorité le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour sa «diabolisation et délégitimation» d'Israël. S'exprimant en faveur de la motion, les députés libéraux et conservateurs ont qualifié d'antisémites les partisans du BDS.

Le mouvement BDS avance une perspective nationaliste palestinienne qui blâme toute la population israélienne pour les crimes du régime sioniste et nie la possibilité d'unir les travailleurs juifs et arabes dans une lutte commune sur la base d'un programme socialiste. Cependant, les tentatives de l'establishment politique canadien de le salir comme étant raciste et de fournir un prétexte pour son interdiction pure et simple sont tout à fait réactionnaires.

Le Nouveau Parti démocratique, prétendument «de gauche», soutenu par les syndicats, joue

un rôle fallacieux en couvrant le soutien de l'impérialisme canadien au régime israélien. Le NPD a voté contre la résolution anti-BDS en 2016 et a émis des critiques symboliques sur la répression israélienne lorsque des manifestants palestiniens dans la bande de Gaza ont été abattus par l'armée israélienne en 2018. Cependant, en 2015 et 2019, le parti a empêché des candidats aux vues pro-palestiniennes de se présenter aux élections fédérales.

Lors du massacre de Gaza en 2014, Thomas Mulcair, alors chef du NPD, a gardé le silence sur les bombardements sauvages de Tel-Aviv sur des civils sans défense, concentrant plutôt sa colère sur les roquettes tirées sur Israël en réponse par le Hamas. En 2017, le chef fédéral actuel du parti, Jagmeet Singh, alors député provincial de l'Ontario, a fait un voyage en Israël parrainé par le Centre for Israel and Jewish Affairs. Plus tôt cette année, la direction du parti a empêché qu'une résolution sur les droits des Palestiniens soit discutée au congrès biennal du NPD.

La position pro-Israël du NPD est inséparable de la politique pro-guerre et pro-impérialiste du parti dans son ensemble. Tout en débitant des phrases sur la «démocratie» et les «droits de la personne», les sociaux-démocrates du Canada ont appuyé presque toutes les guerres d'agression impliquant les Forces armées canadiennes depuis les années 1990, et ils appuient pleinement les plans du gouvernement libéral de dépenser des dizaines de milliards de dollars pour l'acquisition de nouvelles flottes de navires et d'avions de guerre.

Roger Jordan

Article paru en anglais, WSWWS, le 30 décembre 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Roger Jordan](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2020

Articles Par : [Roger Jordan](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca